



Le Président du Faso, invité de Jean Yves Le DRIAN à l'Hôtel de Brienne

Page 9

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°361 du dimanche 16 avril 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 19.

**Nouveau code minier
Validation des arrêtés
d'applications des textes**

Page 4



**Remise de Lots à Bogandé par la
LONAB: Plus de 40 Millions pour
Ountarpo Namountougou**

Page 6



**4e session ordinaire du parlement
panafricain : Roch Marc Christian
Kaboré est l'invité d'honneur**

Page 2



**Cette relecture a pour but de disposer d'un nouveau
code des investissements répondant aux attentes
des acteurs économiques.**

Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



Relecture du code des investissements au Burkina : Un pas pour rassurer les investisseurs

Région du Centre



Cet atelier devra permettre de formuler des recommandations afin de contribuer à créer un consensus autour de ce document de référence nationale.

Il s'est ouvert ce jeudi 13 avril 2017 à Ouagadougou un atelier national de validation du rapport provisoire de relecture du code des investissements au Burkina Faso. La cérémonie d'ouverture a été présidée par le ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.

Les acteurs économiques trouvent le climat des affaires insuffisamment attractif au Burkina Faso. C'est fort de ce constat que le ministère en charge

du commerce, de l'industrie et de l'artisanat a entrepris depuis hier à Ouagadougou un atelier national de validation du rapport provisoire de la relecture du code des investissements en vigueur. Cette relecture a pour but de disposer d'un nouveau code des investissements répondant aux attentes des acteurs économiques. Durant 48 heures, ce sera donc une occasion pour l'ensemble des parties prenantes de jeter un regard critique sur ce code aussi bien dans le fond que dans la forme afin de renforcer les acquis

et de corriger les lacunes pour les adapter au contexte du moment.

A entendre le ministre, ce nouveau code est le fruit d'un travail collectif de longue haleine, qui a impliqué toutes les parties prenantes interpellées et s'inscrit en droite ligne de la volonté du gouvernement de répondre aux attentes des acteurs économiques en rendant l'environnement des investissements davantage favorable et incitatif dans une perspective de relance économique.

La suite à la page 3.



SOCIÉTÉ ET DÉVELOPPEMENT

La suite de la page 2.



Stéphane Sanou, ministre de l'industrie, du commerce et de l'artisanat.



Différents techniciens étaient présents à cet atelier.

Aussi, dans le cadre de la mise en œuvre du PNDES, il s'est agi de faire en sorte que le nouveau code qui sera abordé soit en adéquation avec ledit référentiel notamment à son axe 3 relatif à la dynamisation des secteurs porteurs pour l'économie et les emplois. A cet effet, la finalisation de la relecture du code des investissements a été expressément inscrite dans la maîtrise des réformes stratégiques et d'investissements structurants, a-t-il ajouté.

En rappel, ce nouveau projet de code des investissements est un condensé des réformes déjà opérées et celles en cours telles que la loi sur le régime fiscal et douanier applicable aux conventions d'investissements dans le cadre de la SCADD, la loi d'orientation de promotion des Petites et Moyennes Entreprises (PME) au Burkina Faso et la charte des PME.

Il est attendu des participants de formuler des recommandations afin de contribuer à créer un consensus autour de ce document de référence nationale.

Pour Stéphane Sanou, ces résultats ne pourront être atteints que si les échanges se déroulent de manière franche et dans un esprit de partage, de collaboration et de compréhension.

Alfred Sié KAM/Rédaction SC Info



Nouveau code minier Validation des arrêtés d'applications des textes

Région du Centre



Le SG du ministère des mines et des carrières, Mabourlaye Nombéré Le La production annuelle en or est de plus 36t d'or.

Le ministère des mines et des carrières a ouvert le jeudi 13 avril 2017 les travaux de l'atelier de validation des arrêtés d'opérationnalisation des textes d'application du code minier à Ouagadougou.

En vue de faire profiter les richesses issues des mines aux populations abritant les sites miniers et à toute la population burkinabè, les différents acteurs se sont réunis à Ouagadougou le jeudi

13 avril 2017 pour réfléchir sur les décrets d'application du nouveau code minier adopté le 26 juin 2016. Cet atelier a pour objectif d'adopter les projets d'arrêtés pour l'opérationnalisation du code minier de développement local notamment la mise en place du fonds minier de développement local. Le SG du ministère des mines et des carrières, Mabourlaye Nombéré a indiqué qu'au cours de cet atelier il sera question de la mise en place du comité de suivi. Il s'agit d'un comité interministériel

de suivi au niveau central qui sera chargé de suivre la collecte, la réallocation et l'utilisation du fond minier de développement local selon Mabourlaye Nombéré. Le député maire de la ville de Dori, représentant de l'AMBF, Aziz Diallo a salué la tenue de cet atelier qui réunit les différents acteurs de la chaîne pour bien comprendre et procéder à la lecture et à la revue des différents procédés d'application relatif au code minier. En tant qu'acteur au niveau local, il a indiqué que c'était très

La suite à la page 5



SOCIÉTÉ

La suite de la page 4



Assistance.



Le député maire de Dori, représentant de l'AMBF, Aziz Diallo a signifié qu'il est important qu'eux en tant qu'acteurs s'approprient ces textes avant leur adoption

important pour les collectivités territoriales, pour les maires d'être associés à ces décrets. Selon lui, ils sont les premiers concernés par ces différents arrêtés notamment le Fond minier de développement local. Il a ajouté qu'il est important qu'eux en tant qu'acteurs s'approprient ces textes avant leur adoption en vue de pouvoir apporter leur point de vue. Pour lui, cela leur rassurera que tout ce qui sera décidé et adopté soit en conformité avec les aspirations des collectivités territoriales.

Le Représentant des OSC, Jonas Hien a affirmé qu'au cours de cette rencontre les OSC s'assureront de la cohérence entre le nouveau code minier, le décret d'application et les arrêtés. Le SG du ministère des mines et des carrières a signifié qu'il ne suffisait pas d'avoir des mines pour obtenir

le développement. Pour lui, les mines ne font qu'apporter des ressources. Il appartient selon le SG des mines et des carrières de faire une bonne utilisation de ses ressources en vue de faire du secteur minier un outil de développement. « Le fond de développement minier a pour mission, à commencer par les zones minières, de faire en sorte que le secteur minier contribue au développement durable du Burkina Faso », a-t-il précisé. Il a confié qu'il sera question de la création au niveau communal de chaque commune minière d'un comité communal de suivi de la gestion du fond minier de développement. Ce comité sera constitué de l'administration représentant l'Etat, des OSC, les sociétés minières, les représentants des élus. Le SG du ministère des mines et des carrières a souhaité que le projet soit approprié par les différents acteurs afin d'éviter un blocage des textes. Il a ajouté que la mise en œuvre des différents comités soient faite de façon consensuelle afin de permettre une véritable opérationnalisation du fond minier de développement local au Burkina. Le Burkina compte aujourd'hui 10 mines industrielles en productions, deux en construction et six nouveaux projets miniers.

Dorothee HIEN pour SC Info



Skills & Competencies Consulting

Formation sur la "Communication efficace"

les 19, 20 et 21 avril 2017 de 18h à 21h, au Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA, Ouaga

50 000 Fcfa /personne, Renseignements et inscriptions au 60 16 85 85 / 69 31 90 90 / 75 64 94 94

NB. : Etude sur les "21 Lois irréfutables du leadership" de John C. Maxwell, n°1 mondial du leadership.



EFFICACE = SUCCES



ACTU RÉGION

Remise de Lots à Bogandé par la LONAB: Plus de 40 Millions pour Ountarpo Namountougou

Région de l'Est



Handicapé visuel, Ountarpo NAMOUNTOUGOU de la Gnagna, est le grand gagnant du 4+1 du 26 mars dernier.

Fidèle à son slogan les lots aux heureux gagnants, les bénéficiaires à la nation entière, la nationale des jeux du hasard a enregistré deux gagnants dans la Gnagna. Ountarpo NAMOUNTOUGOU et Amidou MANO empochent respectivement 40 856 000 et 3 000 000 de francs CFA. La remise desdits lots est intervenue ce 09 avril à Bogandé en présence des autorités, parents et amis. Une cérémonie présidée par le haut-commissaire de la province et le directeur régional de LONAB de l'Est.

Handicapé visuel, **Ountarpo NAMOUNTOUGOU** de la Gnagna, est le grand gagnant du 4+1 du 26 mars dernier. Avec une mise de 900 francs, il a remporté la bagatelle de 40 856 000 francs CFA. Et c'est tout heureux que ce vieux de 70 ans, qui dit ne pas avoir de projets personnels, est entré en possession de son lot, ce 09 avril qui ne cache pas sa satisfaction « je réunirai toute la famille pour leur présenter le gain et c'est ensemble que nous déciderons la destination de cette somme »

Amidou MANO, un autre élu de la LONAB a aussi empoché son gain de trois millions de FCFA. Il a eu sa chance au grattage. Un gain

qui va lui permettre d'achever la construction de sa maison, s'est-il réjoui, car cette somme vient à point nommé. « J'utiliserai cet argent pour construire ma maison et le reste j'achèterai une moto ».

Le directeur régional de la loterie nationale burkinabè **Yamba Jean ZIDA**, a invité les gagnants à une utilisation judicieuse de leurs gains, avant de promettre l'ouverture d'une agence de la LONAB à Bogandé.

D.I.S FADA/ SC INFO



DRENA du Sud-Ouest/Gaoua Une journée de salubrité pour améliorer le cadre de travail

Région du Sud-Ouest



Élèves et agents en plein nettoyage.

Les agents en service à la Direction Régionale de l'Éducation Nationale et de

l'Alphabétisation (DRENA) du Sud-Ouest soutenus par les élèves de l'école primaire publique de Djindjinlin ont procédé le mercredi 12 avril 2017 à un nettoyage des locaux dudit service. L'école de Djindjinlin est lauréate d'un concours sur la salubrité du domaine scolaire organisé par le Ministère de l'Environnement de l'Économie Verte et du Changement Climatique à Ouagadougou au cours du premier trimestre de l'année 2017.



DRENA Marius Managabamba Zoungrana remerciant les élèves et le personnel.

La suite à la page 8



ENVIRONNEMENT

La suite de la page 7

Suite à une recommandation du Ministère de l'Education Nationale et de l'Alphabétisation mais surtout aux attributions révolues au service en charge des questions environnementales, les agents de la DRENA du Sud-Ouest et les élèves de l'école primaire publique de Djindjinlin ont donné une peau neuve aux locaux de leur service. Ils ont procédé à un nettoyage général des services. Cette journée avait pour but de donner le goût de garder propre les services et autres lieux de la DRENA a dit le chef de service en charge des questions environnementales Souhaliho Dembélé. Pour ce faire râtaux, balais, coupe-coupes et autres ont permis à ce personnel de débarrasser de leur service les saletés de tout genre. A la fin des travaux, le DRENA Marius Managabamba Zoungana très satisfait a remercié les agents pour l'initiative. Il a aussi et surtout félicité les élèves de l'école de Djindjinlin pour leur geste combien louable. Il les a ensuite souhaité bon succès à l'examen du CEP et



Cette journée avait pour but de donner le goût de garder propre les services et autres lieux de la DRENA a dit le chef de service en charge des questions environnementales Souhaliho Dembélé.

du Concours d'Entrée en classe de sixième session de 2017. Très belle initiative à pérenniser a-t-il conclu.

**Kissogo Abdoul Karim Ouattara
pour SC Info**



EFFICACE = SUCCES



session de formation sur la **"Communication efficace"**

les 19, 20 et 21 avril 2017 de 18h à 21h

au Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA sis aux 1200 Logements, Ouagadougou

Prix par personne: 50 000 Fcfa

Renseignements et inscriptions au **60 16 85 85** ou **69 31 90 90** ou **75 64 94 94**

NB. : Etude sur les **"21 Lois irréfutables du leadership"** de John C. Maxwell, n°1 mondial du leadership.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le Président du Faso, invité de Jean Yves Le DRIAN à l'Hôtel de Brienne

France



Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a été reçu par le Ministre français de la Défense, Monsieur Jean Yves Le DRIAN, le 13 avril 2017 à l'Hôtel de Brienne, siège du ministère de la Défense.



Après avoir été accueilli par le Ministre Jean Yves Le DRIAN, le Président Roch Marc Christian KABORE a d'abord été honoré par l'exécution des hymnes nationaux burkinabè et français.

Au deuxième jour de sa visite officielle en France, le Président du Faso, Son Excellence Monsieur Roch Marc Christian KABORE a été reçu par le Ministre français de la Défense, Monsieur Jean Yves Le DRIAN, le 13 avril 2017 à l'Hôtel de Brienne, siège du ministère de la Défense.

Après avoir été accueilli par le Ministre Jean Yves Le DRIAN, le Président Roch Marc Christian KABORE a d'abord été honoré par l'exécution des hymnes nationaux burkinabè et français, premier

La suite à la page 10



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 9



le Ministre français de la Défense et le chef de l'Etat se sont retrouvés avec leurs collaborateurs respectifs pour un dîner d'entretien.

acte fort de cette soirée, suivie de la revue des troupes et leur présentation par le commandant. Le Président du Faso a ensuite eu droit à une visite de l'Hôtel de Brienne à l'issue de laquelle il a écrit, dans le bureau du Général de GAULLE, ce message dans le Livre d'or de l'édifice : « La visite officielle que j'effectue en France, me donne l'occasion de saluer la mémoire de l'homme d'Etat, héros de la libération qu'a été le Général de GAULLE. Puisse l'héritage qu'il a laissé à la France et au monde, inspirer les hommes de paix et de liberté. Merci pour

l'accueil qui nous a été réservé ».

Par la suite, le Ministre français de la Défense et le chef de l'Etat se sont retrouvés avec leurs collaborateurs respectifs pour un dîner d'entretien. Côté burkinabè, outre le ministre des Affaires étrangères et celui de la Défense nationale, il y avait aussi l'Attaché de Défense et de l'Air près l'ambassade du Burkina à Paris et d'autres experts techniques. L'Hôtel de Brienne qui abrite aujourd'hui le Ministère français de la Défense, fut celui de Georges CLEMENCEAU, Président du

Conseil des Ministres, Ministre de la guerre du 16 novembre 1917 au 18 janvier 1920 et du Général de GAULLE, Président du Gouvernement provisoire du 24 août 1944 au 26 janvier 1946. Le Bureau du Général de GAULLE y est mitoyen à celui de Georges CLEMENCEAU.

La Direction de la Communication de la Présidence du Faso

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant...
Espace spécialement réservé pour vous.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Conseil des ministres du 12 Avril 2017 : Le Burkina Faso présente sa candidature pour abriter le « Forum Japon-Afrique pour la promotion des affaires » en 2018

Région du Centre



Le conseil a marqué son accord pour cette candidature qui devra permettre de positionner le Burkina comme un point de développement majeur dans la sous-région et de renforcer le partenariat dans le cadre du PNDES.

Le conseil des ministres s'est tenu sous la présidence du Premier ministre, Paul Kaba Thiéba. Divers décrets ont été adoptés lors dudit conseil.

-Au titre du Premier ministre : un décret a été pris pour clore le programme socio-économique d'urgence de la transition (PSUT). Il s'agissait d'un programme qui a été évalué à 25 milliards FCFA lors son lancement. Les projets qui restent à être mis en œuvre dans le cadre de ce programme vont être transférés à divers ministères (Premier ministre, les ministères de la santé, de la défense, de

l'enseignement supérieur et celui de l'éducation nationale).

-Au titre du ministère de la sécurité : le conseil a adopté un décret portant organisation de ce ministère avec la création de deux nouvelles structures : la structure unifiée de gestion de crise et la coordination nationale du contrôle des forces de police.

-Au titre du ministère des affaires étrangères : il a été présenté au conseil un rapport pour présenter la candidature du Burkina Faso, afin d'abriter en 2018, le « Forum Japon-Afrique pour la promotion des affaires ». Le conseil a marqué

son accord pour cette candidature qui devra permettre de positionner le Burkina comme un point de développement majeur dans la sous-région et de renforcer le partenariat dans le cadre du PNDES.

-Au titre d'un ministère de la justice, des droits humains et de la promotion civique: deux projets de lois ont été adoptés. Un projet portant sur l'organisation de la profession d'huissier de justice et un autre projet de loi portant protection des défenseurs des droits humains au Burkina Faso.

-Au titre du ministère de l'économie et des finances : un décret modificatif du décret portant institution de la contribution au programme de vérification des importations, a été adopté. L'adoption de ce décret permet de satisfaire une des revendications des agents du ministère en charge du commerce.

-Au titre du ministère de la Fonction publique : un décret modificatif du décret du 30 mai 2016 portant tableau de versement des agents de la Fonction publique a été adopté. Il s'agit du cas particulier des encadreurs pédagogique de l'enseignement secondaire.

DCPM/MCRP



Réponse du Ministre de l'Education nationale et de l'Alphabétisation à une question orale de l'Assemblée nationale sur la question des grossesses non désirées en milieu scolaire

Région du Centre



Parmi les obstacles qui entravent la réussite scolaire des filles, figure en bonne place le cas des grossesses précoces et non désirées en milieu scolaire.

Excellence **Monsieur**
le **Président** de
l'**Assemblée nationale** ;
Honorables Députés ;
Honorable député
Raphael. K KOUAMA.

Parmi les obstacles qui entravent la réussite scolaire des filles, figure en bonne place le cas des grossesses précoces et non désirées en milieu scolaire. Cette situation est devenue un phénomène récurrent au cours des dernières années au regard des statistiques enregistrées par les services techniques. Ces conséquences sont de plusieurs ordres dont la déperdition et/ou l'échec scolaire des filles, la

non-atteinte des objectifs en matière de politique éducative en faveur des filles, en somme, la baisse de rendements interne et externe de notre système éducatif.

L'ampleur du phénomène interpelle plus d'un et les préoccupations de l'honorable député KOUAMA me donnent l'occasion d'intervenir sur la question autour de (04) quatre points centraux :

- Etat des lieux des grossesses en milieu scolaire ;
- Facteurs de risques des grossesses ;
- Conséquences du phénomène ;
- Actions entreprises par le MENA pour leur résorption.

I. **ETAT DES LIEUX DES CAS DE GROSSESSES**

EN MILIEU SCOLAIRE

Clarification conceptuelle
Les grossesses en milieu scolaire sont indiquées comme étant des grossesses non-désirées et précoces. Selon le rapport de « l'Etude sur les grossesses non désirées et les cas d'évanouissement des jeunes filles en milieu scolaire, août 2013 » les définitions suivantes sont à considérer :

- Grossesse précoce: ce terme désigne la grossesse de l'adolescente. La précocité est déterminée par l'âge (10-18 ans) ;
- Grossesse non désirée: ce

La suite à la page 13



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 12

terme désigne la grossesse « accidentelle » non voulue due à l'absence ou la défaillance d'une méthode contraceptive ou à d'autres facteurs indépendants de la volonté d'un individu. Quelques indicateurs sur les cas de grossesses non désirées en milieu scolaire au niveau national Les grossesses non désirées (GND) en milieu scolaire constituent un phénomène récurrent à travers toutes les régions du pays ; dont l'ampleur demeure difficile à établir de par la nature même de la grossesse. Cependant, les services techniques de mon département entreprennent la collecte des données afin de mesurer d'une part l'impact des actions menées d'autre part d'orienter sur les nouvelles stratégies.

Ainsi, la Direction de la Promotion de l'Education Inclusive, de l'Education des filles et du Genre (DPEIFG) en collaboration avec les structures déconcentrées a enregistré au cours de l'année scolaire 2013-2014 une situation de 1814 cas de grossesses en milieu scolaire dont 481 filles mères réparties sur l'ensemble du pays.

Ces chiffres montrent que le phénomène se pose avec plus acuité dans certaines régions telles que du sud-ouest, des cascades et Plateau central et Nord. Au cours de l'année scolaire 2014-2015, dans les établissements de la région du Centre Ouest plus de 400 cas de GND recensés dont près de 70% sont au post-primaire et 40% en classe de 3ème. Au

cours de la même année scolaire, 70 cas de GND ont été recensés dans des établissements scolaires de la Boucle du Mouhoun et 40 cas dans la région des Hauts Bassins au post-primaire et 06 cas au primaire dont cinq (05) au CM2 et un (01) au CM1. Au cours de l'an scolaire 2015-2016, le Cadre de Concertation des ONG et associations actives en Education de Base au Burkina Faso (CCEB/BF) qui a pour objectifs d'influer les politiques éducatives pour l'accès à une éducation de qualité pour tous les Burkinabè, a soumis un projet sur la réduction des grossesses non-désirées en milieuscolaire dans cinq communes du Burkina Faso à savoir Dori, Boromo, Léo, Orodara et Yako. En mars 2016, il a été enregistré dans le cadre de ce projet et dans les cinq communes de mise en œuvre 300 cas de grossesses. Dans la même période, les services techniques du MENA ont enregistré respectivement dans les établissements des régions du Sahel et du centre ouest 94 cas e GND dont 76 au post-primaire et 18 au secondaire ; 382 cas de GND recensés dont 70% sont au post-primaire et 40% en classe de 3ème.

II. LES FACTEURS DE RISQUES DES GROSSESSES PRECOSES ET NON DESIREES

Les facteurs de risques des grossesses non désirées sont multiples nous pouvons citer quelques-uns :
→ Les facteurs socioculturels : sur le plan culturel on peut citer les mariages précoces et/ ou forcés, la mise en cause de la responsabilité des parents (par exemple leur négligence dans

le suivi des filles, leurs faibles capacités à parler de la sexualité à leurs enfants). Au plan social, notons que les adolescent(e)s acquièrent leur maturité physique, émotionnelle et psychologique dans un monde en pleine transformation. Cette cible reçoit des messages contradictoires sur la santé sexuelle et reproductive, ce qui affaiblit sa capacité à faire des choix judicieux. A cela, il faut ajouter d'autres éléments tels que la dépravation des mœurs, la gêne des filles à recourir aux services de Santé Maternelle et Infantile (SMI) ; le harcèlement/chantage entre partenaire et la crise de l'adolescence ;

→ Les facteurs économiques : la pauvreté et la misère avec leurs corollaires que sont l'ignorance, la drogue, l'effet de mode, le mimétisme, l'influence de la mauvaise compagnie, la prostitution, l'alcoolisme, le développement des activités minières, la marginalisation. etc.

→ Les facteurs liés au milieu scolaire ou environnemental : l'introduction tardive du sujet sur la sexualité à l'école (à partir de la classe de CM1), le manque de confiance en soi des filles, l'insuffisance des centres d'accueil pour jeunes filles, l'insuffisance de l'offre éducation éducative.

III. LES CONSEQUENCES DES GROSSESSES NON DESIREES

Les conséquences des grossesses non désirées et précoces sont nombreuses. Il s'agit entre autres :
- Au niveau de la scolarité : l'absentéisme qui aboutit à la déperdition et/ou à l'échec scolaire;

La suite à la page 14



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 13

- Au niveau social et économique : Les conséquences sociales et économiques des grossesses non désirées en milieu scolaire sont aussi nombreuses : abandon scolaire, retard dans le cursus scolaire, exclusion de la famille, mariage précoce et ou forcé, l'abandon d'enfant, l'infanticide, les conflits familiaux, la marginalisation, l'augmentation des charges familiales, la prostitution si la fille manque de soutien, le choc psychologique, la perte de la dignité/honneur, le rejet qui peut entraîner une dépression nerveuse, le bannissement, l'exclusion sociale, la perte de soutien financier, le handicap de l'avenir, la pauvreté;

- Au niveau sanitaire : les grossesses non désirées en milieu scolaire sont source d'avortements clandestins, généralement pratiqués dans de très mauvaises conditions de sécurité, et qui ont des conséquences importantes sur la santé de ces filles. Ces avortements volontaires et clandestins pouvant même conduire à la mort et l'exposition aux IST et au VIH /SIDA. Les taux de prévalence moyens du VIH chez les jeunes de 15-19 ans et chez les jeunes de 20-24 ans sont respectivement de 0,3% et de 0,8%, ce qui demeure élevé. (EDS IV).

Pour endiguer le phénomène des grossesses précoces et non désirées en milieu scolaire, des **IV. LES ACTIONS ENTREPRISES PAR LE MENA** actions multiples et diverses sont entreprises par le MENA. L'ensemble de ces actions s'inscrivent soit au plan

pédagogique, soit au plan para pédagogique. A cet effet, une étude a été menée en 2013 afin de mieux cerner le problème. Son rapport propose l'adoption de registre à usage interne des établissements d'enseignement et des fiches de collecte permettant de mettre à la disposition des décideurs des données statistiques fiables sur ces phénomènes. Le rapport a permis la mise en œuvre d'un plan d'action triennal dont les objectifs stratégiques portent sur la prévention, la prise en charge médicale des filles victimes, le soutien scolaire pour les victimes, la formation des élèves en éducation sexuelle, la promotion des centres d'hébergement pour jeunes filles scolarisées, la sensibilisation des acteurs du milieu scolaire et des parents ainsi que la création de structures de proximité pour les soins et pour la sensibilisation. Une recherche-action menée en 2015 a permis au MENA de disposer d'outils de communication sur l'hygiène menstruelle à l'usage des filles de 9 à 16 ans, des enseignants et des chefs d'établissement. Le MENA entend se lancer dans une intensification des sensibilisations sur la santé sexuelle et reproductive (SSR) et la lutte contre les violences basées sur le genre. Ces actions sont inscrites dans le projet «demousoo kalan yiriwa», un sous projet du projet Autonomisation des Femmes au Sahel pour le Dividende démographique (SWEDD). Ce sous-projet prévoit, entre autres, des actions visant à accroître l'offre d'informations et de services en matière de santé sexuelle et reproductive au profit des adolescents et

adolescentes scolarisés (SSR). Le MENA a inscrit des actions pédagogiques avec l'introduction très tôt (dès l'école primaire) de l'enseignement des thèmes de la SSR à travers la réforme des curricula débuté depuis bientôt 3 ans. L'accroissement de l'offre éducative dans lequel mon département est engagé, contribue à lutter contre le phénomène des GND eu égard au fait que les filles ne seront plus amenées à quitter leurs parents pour leurs études post-primaire et secondaire. Aussi, convient-il de noter que pour atteindre les objectifs escomptés, une plus grande responsabilisation des élèves, filles comme garçons et des parents et même de toute la société s'impose. Enfin, je saisis l'opportunité qui m'est offerte du haut de cette tribune de la représentation nationale pour lancer un appel vibrant à tous/toutes pour une mobilisation forte et une mutualisation des efforts autour de cette préoccupation pressante que constituent les grossesses en milieu scolaire.

Excellence Monsieur le Président, Honorables députés à l'Assemblée, tels sont les éléments de réponses apportés par le MENA à la question écrite formulée par l'honorable député Raphael. K KOUAMA. Je vous remercie de votre aimable attention.



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Le brillant parcours de l'Inspecteur Géoffroy YOGO

Région du Centre



Inspecteur de sécurité pénitentiaire Géoffroy YOGO, mathématicien, (doctorant en Mathématiques appliqués et calcul scientifique à l'Université de Ouagadougou) et juriste (titulaire du Diplôme d'études supérieures en Droit public et Sciences politiques de l'Université de Nantes en France).

A 40 ans, il prend les rênes de la Garde de sécurité pénitentiaire, après avoir été notamment Directeur général adjoint de ce corps et Conseiller technique du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux. A la faveur de sa prise de commandement, nous levons un coin de voile sur le cursus de l'Inspecteur de sécurité pénitentiaire Géoffroy YOGO, mathématicien, (doctorant en Mathématiques appliqués et calcul scientifique à l'Université de Ouagadougou) et juriste (titulaire du Diplôme

d'études supérieures en Droit public et Sciences politiques de l'Université de Nantes en France).

EXPERIENCE PROFESSIONNELLE
AU NIVEAU NATIONAL

- Mars 2017 : Directeur général de la Garde de sécurité pénitentiaire
- Mars 2016-Mars 2017 : Conseiller technique du ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux
- Janvier 2016-Mars 2016 : Directeur général adjoint de la GSP
- Novembre 2014-Décembre 2015 : -député de la Transition, membre de la Commission des affaires

institutionnelle de la gouvernance et des droits humains du Conseil national de la transition et Vice-président du groupe parlementaire Forces de défense et de sécurité -juge parlementaire titulaire de la Haute cour de Justice

- Octobre 2014-Mai 2015 : Directeur régional de la GSP du ressort de la Cour d'appel de Ouagadougou cumulativement Directeur de la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
- 2014 à nos jours : Enseignant membre du Conseil d'administration de l'Ecole nationale de la Garde de sécurité pénitentiaire (ENGSP)
- 2013-2014 : Membre de la

La suite à la page 16



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

La suite de la page 15



2003-2007 : Doctorant en Mathématiques appliquées et calcul scientifiques à l'Université de Ouagadougou.

Direction générale de la GSP
 • Juin 2010-Août 2011 : Régisseur de la Maison d'arrêt et de correction de Ouagadougou
 • Novembre 2006-Juin 2010 : Régisseur de la Maison d'arrêt et de correction de Bobo-Dioulasso
 • Octobre 2005-Novembre 2006 : Régisseur de la Maison d'arrêt et de correction de Zinairé

EXPERIENCE PROFESIONNELLE AU NIVEAU INTERNATIONAL

• Mars 2015-Décembre 2015 : Membre du Comité interparlementaire de l'Union économique et monétaire Ouest africain (CIP-UEMOA)
 • Août 2011-Août 2013 :

Conseiller pénitentiaire à l'Opération des Nations unies en Côte d'Ivoire (ONUCI).

FORMATIONS ET DIPLOMES

• 2009-2010 : Etudes supérieures de Droit public et Sciences politiques, option Ethique des organisations et des professions à l'Université de Nantes et France
 -Maîtrise de Droit public (mention Bien)
 • 2003-2007 : Doctorant en Mathématiques appliquées et calcul scientifiques à l'Université de Ouagadougou
 • 2003-2005 : Etudes à l'Ecole nationale de police -Diplôme d'Inspecteur

de sécurité pénitentiaire, cycle A (mention Très bien)
 • 1997-2003 : Etudes supérieures en Mathématiques à l'université de Ouagadougou
 -Diplôme d'études approfondies (DEA) de Mathématiques appliqués et calcul scientifique (mention Très bien)
 -Maîtrise de Mathématiques (Mention assez-bien, session de juin 2002)
 -Licence de Mathématiques (Mention Assez-bien, session de juillet 2001)

D E C O R A T I O N S

• Chevalier de l'Ordre



Chevalier de l'Ordre national en 2016.

national en 2016
 • Médaille d'honneur de la GSP en 2015
 • Médaille commémorative avec agrafe Côte d'Ivoire en 2014
 • Médaille d'honneur des Nations unies, en Côte d'Ivoire en 2013



ANNONCE



Communiquer avec aisance et se faire comprendre par son auditoire ou son interlocuteur !!!

Vous chef d'entreprise, responsable de structure, travailleur du public ou du privé, étudiant ;

Vous êtes membre d'une organisation ou d'une équipe ;

Vous êtes régulièrement en contact avec d'autres personnes, pour des raisons professionnelles ou personnelles ;

Vous désirez améliorer votre aisance de parler en public ;

Vous désirez améliorer votre savoir et savoir-faire en communication interpersonnelle et professionnelle,

le Cabinet de **leadership et de développement personnel 'Skills & Competencies Consulting'** (SCC) vous offre une opportunité de formation adaptée à vos besoins.

SCC vous offre une formation sur le thème "**Communication efficace**" qui vous permettra d' /de :

- utiliser votre intelligence émotionnelle de manière efficiente pour communiquer ;
- connaître les différents aspects de la communication verbale et non verbale afin de communiquer efficacement;
- savoir vous connecter à votre auditoire ou interlocuteur ;
- reconnaître et éviter les obstacles à une communication efficace ;
- développer votre confiance en vous-même;
- maîtriser les techniques de l'art oratoire ;
- adopter les règles pour une communication efficace, dans le domaine privé et professionnelle.

Dates : les 19, 20 et 21 avril 2017

Heure : 18 heures à 21heures

Lieu : Centre National Cardinal Paul ZOUNGRANA (OCADES) sis aux 1200 Logements, Ouagadougou.

Prix par personne: 50 000 Fcfa

Renseignements et inscriptions : 60 16 85 85 ou 69 31 90 90 ou 75 64 94 94.

NB. : Etude sur "Les 21 Loix irréfutables du leadership " de John C. Maxwell, n°1 mondial du leadership.



Syllabus et contenu de la formation

Objectif général

A la fin de cette formation, le participant devrait être capable de distinguer les différents éléments essentiels à une communication efficace et pouvoir communiquer efficacement dans toute situation qui se présente à lui, que ce soit dans la vie privée ou professionnelle.

Objectifs spécifiques

- utiliser son intelligence émotionnelle de manière efficiente pour communiquer ;
- adopter un langage verbal et non verbal qui convienne à chaque situation de communication et trouver le bon alliage entre les deux ;
- savoir se connecter à son auditoire ou son interlocuteur ;
- reconnaître et éviter les obstacles à une bonne communication ;
- développer la confiance en soi pour une communication efficace ;
- maîtriser les techniques de l'art oratoire.

Contenu de la formation

- Généralités sur la communication ;
- Types et formes de communication ;
- Connaissance de soi et des autres et communication efficace ;
- Structuration et phases de la prise de parole en public ;
- Obstacles à une communication efficace ;
- Stratégies de visualisation et règles pour une communication efficace.



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Expert technique énergie (projets Filière Cuiseurs Economes et Filière Ylang-ylang & Distillation A Foyer Économe)

Description

Poste à pourvoir fin juillet après une semaine de briefing au siège et la formation au départ du SCD du 26 au 30 juin

L'ONG Initiative Développement Développement ww.id-ong.org est spécialisée dans la mise en œuvre de programmes de développement axés sur le renforcement des capacités locales à travers l'accès aux services de base (santé, éducation, eau, agriculture, énergie). Aujourd'hui, ID intervient sur 18 programmes de développement dans 7 pays. Budget 2016 : 4 M € / ; Effectif : 17 personnes au siège / 150 sur le terrain. L'ONG a été créée en 1994, le siège est basé à Poitiers.

Initiative Développement est implantée aux Comores depuis 1996 où elle a conduit de nombreux programmes de développement (accès à l'eau, éducation, santé, développement agricole..), contribuant au renforcement ou à l'émergence de partenaires locaux.

Actuellement, l'association est principalement présente sur l'île d'Anjouan, où elle conduit 4 programmes dans le dans le domaine de l'accès à l'eau et des énergies renouvelables. Une trentaine

de personnes travaillent sur les projets mis en œuvre par ID, dont 7 expatriés. Ils sont en encadrés par une directrice pays, responsable du suivi de projet et du développement des activités d'ID aux Comores.

Le Projet FCE

Le projet FCE, initié en mai 2015 aux Comores sur l'île d'Anjouan, vise à favoriser l'émergence et la structuration d'une filière « cuiseurs économes » locale à usage domestique, de manière à réduire la pression sur la ressource bois exercée par les ménages.

Ce projet s'inscrit dans un programme multi-pays coordonné par le Pôle Énergies Renouvelables d'ID, il est donc mené en lien étroit avec les projets Filière Cuiseurs Économes du Congo et du Tchad.

En deux années, le travail accompli par l'équipe du programme aura permis :

-D'élaborer un modèle de cuiseur économe fabriqué localement répondant aux besoins des utilisateurs, et consommant 40% de bois en moins.

-D'accompagner la production de 400 cuiseurs standardisés par des artisans soudeurs locaux et d'initier une démarche qualité.

- De diffuser 300 cuiseurs en s'appuyant sur des commerçants locaux en mettant en place un processus de suivi.

- D'initier un plan de communication autour du produit afin de favoriser sa

notoriété sur l'île d'Anjouan.

Le Projet FY-DAFE

Les Comores sont le premier pays producteur d'huile essentielle d'ylang-ylang dans le monde avec près de 50% de la production mondiale. L'ylang-ylang est d'une importance cruciale pour l'économie comorienne, représentant une source importante d'emplois et de revenus en zone rurales. La distillation est pratiquée par de petits artisans distillateurs qui produisent environ 80% des huiles essentielles d'ylang-ylang sur des alambics artisanaux chauffés au bois. En moyenne, plus de 800 kg de bois sont nécessaires pour une distillation.

Le projet Filière Ylang-ylang et Distillation À Foyer Économe (FY-DAFE) vise d'une part à réduire la consommation de bois des alambics artisanaux et d'autre part à rendre la filière ylang-ylang plus durable.

En 4 ans, le travail accompli par l'équipe du programme aura permis :

- D'élaborer un modèle d'unités de distillation à foyer économe (UDAFE) répondant aux besoins des producteurs-distillateurs, et consommant 2 moins de bois.

-De construire et diffuser 40 UDAFE.

-D'initier un suivi – contrôle de la bonne utilisation des unités de distillation par les distillateurs ainsi qu'un suivi de la qualité des huiles : formation et accompagnement des distillateurs, contrôle du relevé

La suite à la page 20



JOBS CAMPUS

La suite de la page 19

et exploitation des données de suivi (énergies et qualité).

– De développer une base de données économiques, financières, sociales, techniques, très précise sur la filière, les pratiques et ses les acteurs

D'une manière plus générale le projet a également mis en place un dispositif d'accompagnement des distillateurs pour l'amélioration de la gestion technique et financière de leur activité.

VOTRE MISSION

Sous la responsabilité directe des deux responsables de programme de projet et avec l'appui des experts du pôle Énergie Renouvelable d'ID, vous interviendrez en qualité d'expert énergie en appui et renforcement des capacités des équipes des programmes.

Vous serez mobilisé à 75 % de votre temps sur le projet FCE et à 25 % sur le projet FY-DAFE.

Vous avez les responsabilités techniques suivantes :

1. La mise en œuvre du volet recherche et développement des deux projets, en collaboration avec les équipes techniques avec :

- L'établissement des cahiers des charges et le suivi des travaux de recherche et développement visant l'amélioration continue des technologies diffusées ;

- L'initiation de nouveaux axes de recherches à

visée opérationnelle ;

- L'encadrement des travaux menés par les équipes techniques.

Ce volet concernera plus spécifiquement les aspects suivants :

Pour le projet FCE :

- Evaluer la pertinence du modèle existant et proposer des améliorations en fonction de retours des utilisateurs et des artisans soudeurs.

- Participer au prototypage d'autres modèles de cuiseurs et/ou de modules complémentaires et analyser la pertinence de mise sur le marché.

- Expérimenter la faisabilité de diffuser localement d'autres sources d'énergie renouvelable pour la cuisson en utilisant notamment les technologies solaire et biogaz.

Pour le projet FY-DAFE :

- Participer à la stabilisation technique des modèles proposés en :

- Évaluant la pertinence et l'utilité marginale d'améliorations des modèles existants en fonction des gains en efficacité énergétique possibles ;

- Établissant un « catalogue » de modèles à commercialiser selon différentes options.

- Proposer de nouvelles améliorations des modèles existants (plateforme de

séchage de bois, etc..)

- Optimiser la durabilité des UDAFE au regard des autres objectifs de performance recherchés.

2. L'appui aux équipes techniques des deux projets pour la mise en œuvre des activités du programme concernant notamment :

- La structuration des artisans partenaires des projets ;

- Les actions de formation et de conseils aux utilisateurs des équipements ;

- La mise en place de dispositif de contrôle qualité des équipements (dont mesures d'efficacité énergétique) ;

- La collecte des données relatives aux activités des acteurs de la filière (données technico-énergétiques et économiques) ;

E t c .

3. Enfin, vous contribuerez à la rédaction de documents de capitalisation et de rapport d'activités en appui aux responsables de programme.

Pour mener à bien votre mission vous vous appuyerez sur :

- Une équipe compétente pour chacun des deux projets :

- composée pour le projet FCE de 1 responsable de programme expatrié, d'un chargé de distribution, d'un

La suite à la page 21



JOBS CAMPUS

La suite de la page 20

chargé de production et d'un chauffeur logisticien.

– composée pour le projet FY-DAFE de 1 responsable de programme expatrié, 1 responsable technique et de 3 animateurs – techniciens en charge du suivi et de la formation des groupements et d'un chauffeur logisticien.

Ces deux équipes partagent les mêmes bureaux à Mutsamudu.

Des documents de capitalisation déjà réalisés sur les deux projets.

Le pôle Énergies Renouvelables basé au siège qui apporte un appui technique aussi bien sur les aspects techniques (R&D, énergie, forêt..), la valorisation carbone du projet que sur la structuration de la filière. Le pôle intervient lors de missions d'appui ou à distance sur des outils, des méthodologies, le suivi évaluation, la capitalisation...

Lieu de vie

Le poste est basé à Mutsamudu, principale ville de l'île d'Anjouan. L'île propose un environnement de vie très calme et sécurisé. Il existe une Alliance Française qui propose quelques animations culturelles, ainsi que quelques lieux de rencontre ou associations pour développer une vie sociale. L'environnement naturel est agréable et conviendra aux amateurs de

nature (randonnée et baignade).

L'approvisionnement en eau et électricité n'est pas garanti en continu et partout. L'accès à l'ADSL est disponible de manière relativement stable.

Il convient de signaler l'absence de véritables structures hospitalières sur l'île d'Anjouan.

L'hébergement est à la charge du volontaire mais l'équipe sur place est chargée de l'accueil de l'expatrié et le soutient dans toutes ses recherches et démarches.

Ville M u t s a m u d u

Expériences /

Formation du candidat

Ingénieur bac +5 et/ou expériences professionnelle significatives ;

Solides connaissances et/ou expériences techniques & technologiques dans le domaine de l'énergie, idéalement sur la biomasse-énergie ;

Expérience sur la thématique énergie domestique dans les Pays En Développement (PED) souhaitable ;

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Etudes, Recherche

Activités Agriculture,

E n v i r o n n e m e n t

Pays Afrique, Comores

Contrat Volontariat / service civique

Durée du contrat

1 an

Salaire / Indemnité

Contrat statut VSI d'un an

Poste basé à Mutsamudu, déplacement nationaux et internationaux à prévoir

Début août 2017

Indemnités de vie : 810 à 1053 euros selon le profil

Assurance rapatriement, couverture médicale (mutuelle) et retraite

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation

Nom de la personne contact

Jeanne Rouy

Email de la personne contact reaut129@id-ong.org

Date de fin de validité 27/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: **Country**
Logistic Manager – Irak

Description

P o s i t i o n

Pays Responsable Logistique

Date de début

A S A P

L i e u

Erbil, Irak

Type de contrat

Contrat à durée déterminée

D u r é e

12 mois

Sécurité Niveau de risque

Risky À

propos ACTED

Depuis 1993, en tant qu'organisation non gouvernementale internationale, ACTED a été commis à l'aide humanitaire immédiate pour aider les personnes dans le besoin urgent et protéger la dignité des personnes, tout en co-créer des opportunités à long terme pour la croissance durable et la réalisation du potentiel des gens.

Efforts pour répondre aux ACTED crises humanitaires et renforcer la résilience; promouvoir une croissance inclusive et durable; co-construire une gouvernance efficace et soutenir la construction de la société civile dans le monde

entier en investissant dans les gens et leur potentiel.

Nous allons le dernier kilomètre: la mission d'ACTED est de sauver des vies et soutenir les personnes à répondre à leurs besoins en zones difficiles à atteindre. ACTED développe et met en œuvre des programmes qui ciblent les plus vulnérables parmi les populations qui ont souffert d'un conflit, une catastrophe naturelle, ou des difficultés socio-économiques. L'approche de ACTED va au-delà de l'urgence immédiate vers les possibilités de moyens de subsistance à long terme la reconstruction et le développement durable.

Avec un budget de 190 millions d'euros en 2015, ACTED est actif dans 35 pays et met en œuvre plus de 495 projets par an pour atteindre over11 millions de bénéficiaires avec 400 membres du personnel international et le personnel national 4,300.

Profil du pays

Nombre de projets

3 8

Nombre de zones

4

Nombre de personnel national

3 1 3

Budget annuel (EUR)

21 MEuros

Nombre de bureaux

6

Nombre de personnel

i n t e r n a t i o n a l

2 3

contexte de position et les principaux défis

ACTED est présent en Irak soutenir les populations touchées par le conflit depuis 2004 et opère actuellement dans 15 régions. Pour les 4 dernières années, notre équipe de 350 personnes a répondu aux réfugié syrien et crise des personnes déplacées, notamment dans la région du Kurdistan d'Irak, où plus de 1,5 soutien AGI millions de personnes. Notre approche multisectorielle répond aux besoins les plus urgents des personnes déplacées et des réfugiés en leur assurant la protection, la prestation d'une aide alimentaire de sauver des vies, en fournissant des forfaits d'hébergement et des articles non alimentaires avec des articles de sauver des vies et d'améliorer leur milieu de vie dans et hors des camps par gestion des camps et l'eau, l'hygiène et les activités de l'assainissement.

Rôles et responsabilités clés

Gestion logistique

Gestion logistique des locaux de la Mission

Mise à disposition et réapprovisionnement des fournitures de bureau de la

La suite à la page 23



JOBS CAMPUS

La suite de la page 22

gestion financière des achats, Gestion et fournisseurs Stock

Base de données des fournisseurs locaux

Suivi des procédures de passation de marchés, conformément aux directives d'approvisionnement

Gestion des stocks et fournitures de

gestion du Pool des véhicules et transport

de gestion de la Piscine véhicule de

gestion du transport

Ville Erbil

Expériences / Formation du candidat

2 ans d'expérience de travail dans une profession pertinente

capacités éprouvées en matière de leadership et de gestion nécessaires

Excellentes compétences en anglais écrit et parlé

négociation de solides compétences interpersonnelles, et la flexibilité en termes culturels et organisationnels

Capacité à travailler sous pression

Langues parlées

A n g l a i s

Fonctions Formation, Secrétariat, Autre, Coordination, de projet, Direction, Etudes, Recherche, Organisation, Administration, Ressources Humaines, Technicien

Activités Agriculture, Environnement, Animation, Formation, Education, Appui institutionnel, Décentralisation, Autre, Droit, Economie, Finance, Administration, Génie civil, Hydraulique, Informatique, Communication, Logistique, Mécanique, Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Moyen Orient, Irak

Contrat C D D

Durée du contrat

12 mois, renouvelable

Salaire / Indemnité

Traitement défini par la grille de traitement ACTED; le niveau d'instruction, l'expertise, les difficultés, la sécurité et la

performance sont considérés comme des bonus de salaire

allocation mensuelle supplémentaire

Logement et nourriture en guest house / ou allocation de logement de l'organisation (selon la durée du contrat et du pays)

Les frais de transport couverts, y compris billet aller-retour supplémentaire + allocation de bagages

Prestation de services médicaux, la vie et l'assurance rapatriement + forfait de retraite

Documents à envoyer

S'il vous plaît envoyez votre candidature comprenant une lettre de motivation, CV et références à jobs@acted.org sous Ref: CLM / IRQ

Postuler en ligne jobs@acted.org

Date de fin de validité 11/05/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Coordinateur(trice) de projets (programme) Adjoint migrants

Description

Le Secours Catholique / Caritas France en support à son partenaire Caritas au Maroc publie cette annonce de recrutement

Contexte du poste

Caritas travaille au Maroc depuis une dizaine d'années auprès des personnes migrantes.

En avril 2016 a été lancé un Programme triennal, intitulé « Qantara », qui vise à améliorer l'accès des migrants à leurs droits fondamentaux au Maroc, à travers les services de droit commun et les initiatives de la société civile. Ce Programme, qui s'appuie sur l'intervention de trois Centres d'Accueil, à Rabat, Casablanca et Tanger, et un projet sur la région de Fès-Meknès, a vocation à accompagner la politique migratoire menée par le gouvernement marocain, notamment à travers des actions de médiation avec les services publics et des expériences pilotes dont la capitalisation pourrait contribuer aux orientations de cette politique publique.

Le programme Qantara est le principal centre d'activité du département « migration » de Caritas au Maroc, ce qui n'exclut pas pour autant la gestion d'autres projets liés à cette même thématique.

Mission générale

Sous la responsabilité hiérarchique du Coordinateur de projets il/elle contribue à:

- la définition des orientations stratégiques de Caritas dans le domaine de la migration

- la supervision des activités de Caritas dans le domaine de la migration au niveau national et à la mise en lien des acteurs impliqués dans les projets.

- la mobilisation de ressources suffisantes et adaptées pour la mise en œuvre des projets de Caritas dans le domaine de la migration.

Responsabilités et activités

Gestion des projets

Assurer le suivi des conventions de financement

- Elaborer et suivre, en concertation avec les Directions des centres, les plans d'action annuels (plan général, plan de communication, plan de formation du personnel) selon les objectifs et activités du Programme

- Assurer le reporting des projets dans les échéances imparties

- Organiser et animer les instances de gouvernance du programme Qantara.

- Elaborer les outils de suivi et d'évaluation des projets

- Supervision des activités

- Impulser une dynamique de

collaboration entre les acteurs participant au programme

- Apporter un appui aux Directions des centres sur différentes thématiques, notamment par la production de supports techniques

- Favoriser l'harmonisation et la pertinence des interventions de Caritas par une analyse continue des pratiques expérimentées dans le cadre des projets.

- Animer la réflexion stratégique sur l'intervention de Caritas dans le domaine migratoire

Appuyer la Direction de Caritas dans la recherche de fonds

Animation du travail en réseau et des partenariats

- Veiller à la représentation et la contribution de Caritas dans différents réseaux de plaidoyer sur la question migratoire émanant de la société civile, au niveau national et international

- Mettre en œuvre une stratégie de renforcement de partenaires institutionnels et issus de la société civile

- Veiller à l'implication active des partenaires institutionnels dans les expérimentations menées sur différentes thématiques

Gestion des ressources humaines

- Accompagner et encadrer les membres du service de coordination dans leurs fonctions respectives (Un chargé de formation et de capitalisation

La suite à la page 25



JOBS CAMPUS

La suite de la page 24

,un chargé de mission Fès/ Meknès et un chargé d'insertion)

Participer à l'évaluation des besoins en ressources humaines, au sein des Comités de gestion des Centres, et aux décisions relatives aux évolutions et créations / suppressions de postes.

Elaborer, en concertation avec les Directions de Centres d'accueil des migrants de Caritas, un plan de formation du personnel comportant des actions inter-équipes.

Gestion financière

En lien avec le Responsable financier du Programme, il/ elle contribue à l'élaboration des prévisions budgétaires annuelles et à leur suivi

Ville Rabat Quartier Hassan

Expériences / Formation du candidat

Qualification Bac + 5 en sciences sociales, gestion de projet, autre filière.

Eventuellement travailleur social avec solide expérience de la gestion de projet.

Permis de conduire fortement apprécié

Expérience 5 ans d'expérience dans un poste similaire dans le secteur associatif : Gestion de projets d'action sociale ou de développement à l'international

Une expérience du travail en équipes interculturelles valorisée

Compétences Maîtrise de l'ensemble des outils de gestion de projet

Vision stratégique, fortes capacités d'analyse et de synthèse

Notions de gestion financière des projets

Animation du travail en équipe

Parfaite rédaction en Français

Gestion des partenariats

Connaissances

Connaissance approfondie :

– des enjeux de la migration

– du secteur professionnel du travail social

Connaissance appréciée :

– du contexte économique et social marocain

– de la situation géopolitique des zones de provenance des personnes migrantes au Maroc

Langues parlées

F r a n c a i s

Qualité du candidat

Qualités personnelles

Sens de la concertation, qualités pédagogiques et de représentation

Bonne autonomie, sens de l'organisation, capacité à gérer le stress, à prendre du recul.

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Appui institutionnel, Décentralisation, Social

Pays Afrique, Maroc

Contrat C D I

Durée du contrat

Contrat de droit marocain (40H par semaine)

Date d'entrée en fonction: le 15 Juin 2017

Salaire / Indemnité

Selon expérience

Documents à envoyer

Constitution du dossier :

– CV

– Lettre de motivation

– 2 références professionnelles (obligatoires)

NB : Les dossiers incomplets ne seront pas examinés

Nom de la personne contact

Modalités d'envoi : avant le 30 Avril 2017

– **Par courrier (le cachet de la poste faisant foi) ou en main propre, en précisant la référence du poste (« Coordinateur Adjoint »), à l'adresse : Archevêché de Rabat B.P. 258 RP – 10 001 RABAT**

– **Ou par mail à l'adresse rh@caritas.ma en indiquant en objet « COORDINATEUR ADJOINT »**

NB : Seuls les candidats sélectionnés pour un entretien de recrutement seront contactés, dans le délai d'une semaine après clôture de l'appel à candidature

Date de fin de validité 30/04/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: CPJ recrute un/e coordinateur/trice pour son programme en République démocratique du Congo (sur financement européen, l'association Ensemble contre la peine de mort (ECPM) est le chef de fil du projet)

Description

Présentation de Culture pour la Paix et la Justice

L'association Culture pour la Paix et la Justice (CPJ) a été créée à Kinshasa en 1999. A l'origine, cette association avait pour but de lutter contre la pratique de la Cour d'ordre militaire, juridiction d'exception prononçant de nombreuses condamnations à mort suivies d'exécutions. Sans prendre le parti des criminels, CPJ se fixe également pour objectif de lutter contre l'impunité et la corruption et reçoit notamment le soutien de magistrats et d'avocats qui partagent ces objectifs.

Aujourd'hui, CPJ se concentre à lutter pour l'abolition de la peine de mort et la défense des droits des personnes condamnées à mort notamment en travaillant à la fédération des énergies en vue de parvenir à l'abolition universelle et la promotion de la lutte contre l'impunité.

Présentation

ECPM.

Ensemble contre la peine de mort (ECPM) est le chef de file du projet et responsable

de sa bonne mise en œuvre auprès de l'Union européenne. ECPM est une association de droit français basée en France.

Depuis 2000, Ensemble contre la peine de mort (ECPM), association abolitionniste de référence sur la scène internationale, encourage l'abolition universelle de la peine de mort partout dans le monde. L'association agit pour lutter contre la peine capitale par du plaidoyer auprès des pouvoirs publics, le renforcement de la société civile abolitionniste, la création et la diffusion de publications, le soutien aux condamnés à mort.

ECPM fédère les abolitionnistes pour gagner en efficacité et accélérer le mouvement en vue de l'abolition universelle de la peine capitale. L'association est à l'origine des Congrès mondiaux contre la peine de mort, qu'elle organise tous les trois ans (Strasbourg 2001, Montréal 2004, Paris 2007, Genève 2010, Madrid en 2013 et Oslo en 2016) en présence de plusieurs milliers d'abolitionnistes venus du monde entier (société civile, hommes politiques...).

Objectif du projet pour lequel le poste est créé :

Accompagner parlementaires, institutions nationales et société civile pour l'abolition de la peine de mort en Asie du Sud-est et Afrique centrale.

L'objectif global du projet est d'avancer par étape vers l'abolition de la peine de mort dans 4 pays (République Démocratique du Congo (RDC), Cameroun, Malaisie, Indonésie) de 2 régions clés (Afrique centrale et Asie du Sud-est) pour le mouvement international en faveur de l'abolition.

Le présent poste est créé pour mettre en œuvre le volet opérationnel des activités en RDC et dans la région d'Afrique centrale avec le soutien de Culture pour la paix et la justice (CPJ).

Ainsi, le projet vise à soutenir le travail et la mise en réseau d'acteurs clés – organisations de la société civile, parlementaires, institutions nationales des droits de l'homme (INDH) – en RDC pour porter durablement des évolutions positives sur le champ de la peine de mort. Il vise ainsi à soutenir des avancées au niveau législatif (restriction de l'application, favoriser la rédaction d'une loi abolitionniste) afin d'améliorer les garanties des droits des justiciables risquant la peine de mort et les conditions de détention des condamnés à mort.

Le projet se déroule sur 36 mois et est financé majoritairement

La suite à la page 27



JOBS CAMPUS

La suite de la page 26

par la commission européenne (ligne EIDHR – lot peine de mort).

ECPM est responsable du projet auprès de l'Union européenne. Le projet global est un consortium de 7 organisations, dont CPJ et ECPM. Les autres organisations partenaires formelles du projet pour le volet africain est Droits et paix (Cameroun) et 1 association internationale (PGA-Action mondiale des parlementaires).

Cependant, la réussite de l'action repose sur la mobilisation d'un grand nombre de parties prenantes en RDC qui seront associées au projet et bénéficiaire de l'action : parlementaires, associations de défense des droits de l'homme, coalitions nationale et régionale contre la peine de mort et INDH principalement.

Ainsi, le projet prévoit les campagnes de plaidoyer suivantes :

Campagne de mobilisation des parlementaires, en partenariat avec PGA

Campagne de mobilisation des INDH nationale et régionale, en partenariat avec Komnas Ham (INDH partenaire en Indonésie) : avec production d'un guide référence

Campagne dans le contexte des instruments internationaux relatifs à la

peine de mort [moratoire aux Nations unies, EPU, PIDCP]

Campagne sur les conditions de détentions, avec production de rapport de mission d'enquête dans les couloirs de la mort

Ainsi que le soutien aux acteurs de la société civile congolaise (conférences nationales...) et au réseau régional d'Afrique centrale et la production d'un ouvrage sur les effets non dissuasifs de la peine de mort.

Missions du poste

Salarié de CPJ, sous la responsabilité hiérarchique de CPJ et la responsabilité fonctionnelle de la coordinatrice du projet d'ECPM et en lien avec l'équipe en appui d'ECPM (gestion financière et administrative) et la responsable peine de mort du PGA, le/la coordinateur/trice sera en charge de la coordination logistique, technique et financière du volet congolais du projet, de son exécution en RDC, du développement des volets politiques et de la mobilisation des principales parties prenantes de l'action.

Dans ce cadre, il/elle sera en charge de :

Coordination technique et financière du volet congolais du projet:

Construction d'outils de

suivi de projet adaptés aux activités en RDC : plan d'action, chronogramme, outils de suivi.

Assure une animation et un suivi régulier des partenaires: échanges réguliers à distance, en région et à l'international

Assure le suivi budgétaire des actions en RDC dans le respect des engagements contractuels

Il/elle produit les rapports trimestriels (narratifs et financiers) et rend compte régulièrement de l'avancée du projet à CPJ et à la coordinatrice d'ECPM selon les modalités définies dans la convention de partenariat

Mise en œuvre des campagnes du projet :

Appui à la mobilisation des différentes parties prenantes du projet [autorités politiques, société civile, juridiques et médiatiques adéquates], et mission de représentation

Appui à la mobilisation des parlementaires et INDH pour leur mobilisation dans l'action : visites de prisons, participation aux événements, productions de notes et rapport à destination des autorités compétentes.

Organisation des événements du projet (conférences nationales, ateliers de formations, atelier et séminaire parlementaires...) : appui à la mobilisation des publics cibles, organisation logistique, gestion des participants, suivi

La suite à la page 28



JOBS CAMPUS

La suite de la page 27

de la production des outils de campagnes (lettres, flyer, rapport EPU, communiqué de presse...) de signalétique et de communication.

Appui aux activités de CPJ :

Gestion des voyages internationaux des membres de CPJ pour les activités prévues dans le projet (participation au Congrès régional et mondial, conférences régionale et internationale du projet)

Coordination des outils de communication externe prévus dans le projet : flyers.

Appui aux publications du projet (rapport d'enquête dans les couloirs de mort, outil dissuasion, guide pour les INDH)

Appui à l'élaboration et diffusion des termes de référence

Appui à la sélection des auteurs

Suivi de la production : relecture, appui au suivi des maquettes.

Coordonne la diffusion des ouvrages en RDC et appui à leur diffusion dans un cadre régional

Ville K i n s h a s a .
Déplacements locaux fréquents à prévoir en RDC, et régulièrement à l'international.

Expériences / Formation du candidat

Expérience : Titulaire d'un diplôme d'études supérieures en gestion de projet, droit, sciences politiques ou équivalent

Expériences professionnelles :
5 ans minimum d'expérience requise dans la coordination de projet en milieu associatif et/ou dans le domaine des droits de l'homme

Connaissance du droit international et des droits de l'homme

Une expérience dans la gestion de projets sur financement Européen serait un plus

p r o f i l :

Compétences requises :

Parfaite maîtrise du français à l'écrit comme à l'oral

Très bonne capacité de communication orale et écrite et capacités d'animation des partenaires

Expérience en logistique

Maîtrise des logiciels bureautiques les plus courants (Word et Excel)

Esprit d'équipe et du travail en collectif

Gestion du stress, flexibilité, autonomie, diplomatie, représentation

Compétences désirées :

Une bonne connaissance du Lingala est appréciée

La connaissance des mécanismes onusiens et/ou

du thème de la peine de mort, en particulier des enjeux dans la région serait recherchée

Connaissance des procédures Européennes appréciée

Connaissance de l'anglais serait un plus

Fonctions Coordination, Gestion de projet

Activités Autre, Droit

Pays Afrique, RD Congo

Contrat C D D

Durée du contrat

Contrat à durée déterminée. (contrat sous droit local, 24 mois)

Salaire / Indemnité

Salaire brut mensuel : 1 369 euros (logement, transport, allocations familiales et soins médicaux inclus)

Documents à envoyer

Sous la référence « coordinateur projet RDC », Merci d'envoyer Curriculum vitae, lettre de motivation avant le 20 avril 2017. Recrutement prévu début mai 2017

Email de la personne contact recrutement@abolition.fr

Date de fin de validité 20/04/2017



Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

15/04/2017 AU 22/04/2017 Groupe II

Aéroport	25 31 42 22	Koulouba	25 31 19 18	Sud	25 38 42 82
Amaro	25 34 33 28	La Famille	25 43 06 85	Talba	25 36 22 25
Ar-rahma	25 35 09 86			Tanko	25 35 15 57
Augustine	25 37 61 00	Marlass	78 55 00 52	Univers	25 41 99 65
Barwende	25 40 85 90	Martin	25 50 84 59	Wati	25 38 52 92
Boulmiougou	25431268	Meteba	25 33 53 33	Yobi	25 31 16 30
Cité An III	25 33 19 66	Nayyira	25 48 18 41		
Dapoya	25 31 32 01	Neima	25 35 56 82		
Delwindé	25 36 72 80	Nemadis	25 37 30 41		
Denisa	71 82 76 60	Progrès	25 43 01 62		
Faso	25 38 19 29	Providence	25318648		
Flayiri	25 40 73 44	RoodWooko	25308890		
Hamdalaye	25343694	Sangoulé Lamizana	25 41 13		
Heera	25 31 66 10	00			
Jabnéel	25 44 78 70	Schifeyi	25 40 27 42		
Jourdain	25 36 06 86	SigNoghin	25 35 09 77		
Karpala	2 5 37 14 14	Sigri	25 41 21 48		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique & Universitaire

Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso

Tél: + 226 76609721

E-mail: redaction@sc-mail.info

Site web:

www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations

n°5509P /2013/ CAO/TGI.O/P.F

n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration

OTC

Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication

Siaka GOW

Rédacteur en chef

Augustin NIKIEMA

Equipe de reportage

- Alfred Syé KAM

- Aminata PORGO

- Augustin NIKIEMA

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
- Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédéric PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
- Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
- Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage

Eliane BAYALA

Aminata PORGO

Bernard HIEN

Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:

www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture médiatique

+226 76609721

+226 72080505

+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial

+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746

+226 72070909

Sciences-Campus Info

Magazine Scientifique et Universitaire

Science - Education - Politique - Société - Economie

Semestriel;

Presse en ligne;

Quotidien numérique gratuit

sur www.sciences-campus.info

✓ **Couverture médiatique**

✓ **Publicité**

✓ **Communication**



- **L'actualité des Centres de recherche**
- **L'actualité des écoles et universités**
- **L'actualité générale des 45 provinces en continue**
- **Les activités du gouvernement**
- **L'actualité internationale**

Un espace emploi



sur www.jobs-campus.com

L'actualité du monde pour les campus, l'actualité des campus pour le monde

Adresses: www.sciences-campus.info/ redaction@sc-mail.info
226 76609721/ 72080505/ 72072121
05BP5805 Ouaga02
Boulevard de Tensoaba à 500 mètres du SIAO